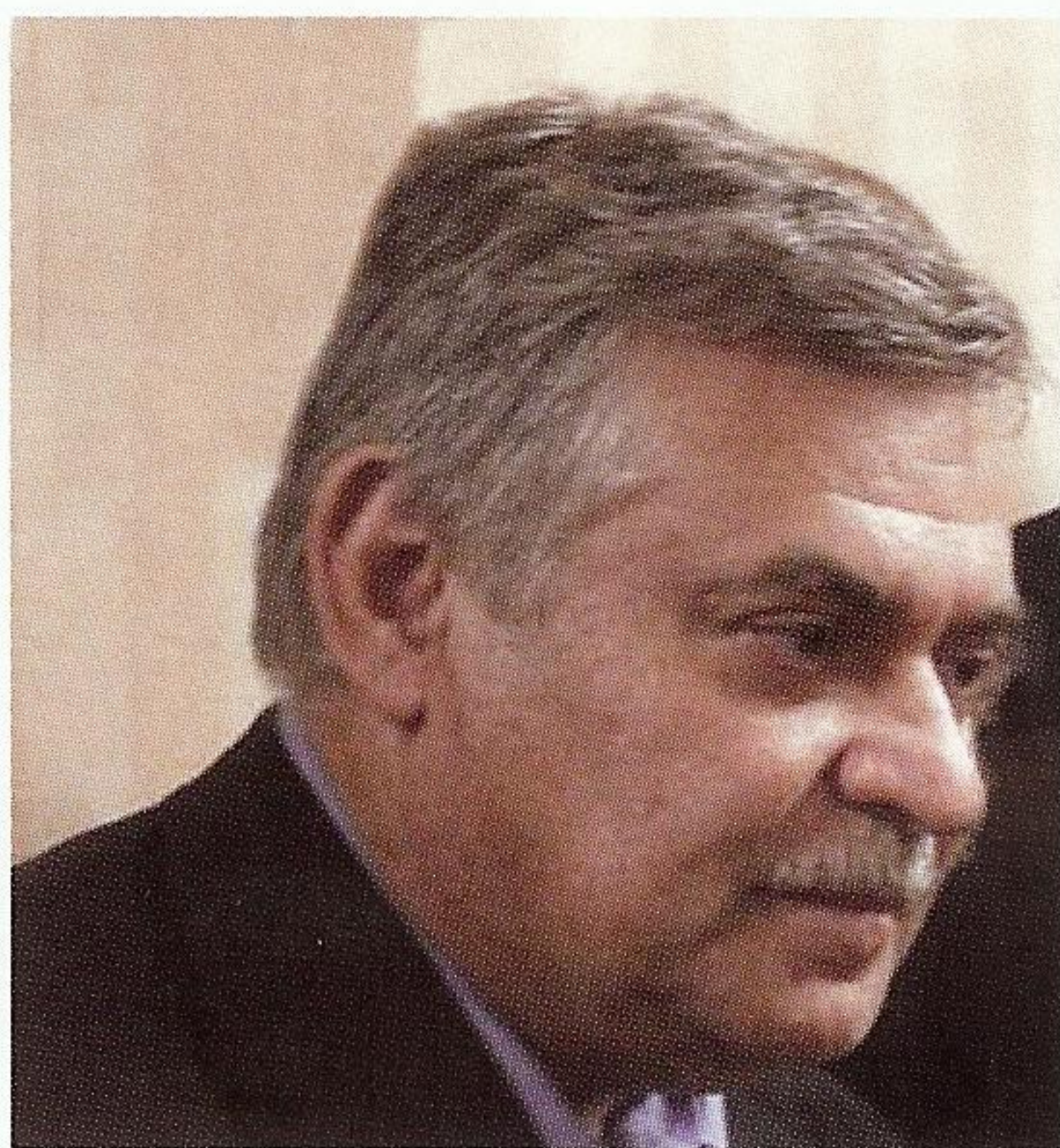




Marc Studer est président du Club des gestionnaires et membre du GSCGI (Groupement suisse des conseils en gestion indépendants). Il est également membre hors parti du Comité suisse de l'Association pour une Suisse Indépendante et Neutre (ASIN) qui a lancé avec la Lega ticinese, les Jeunes Socialistes et les Jeunes UDC un référendum contre les accords Rubik avec l'Autriche, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Bien qu'ayant apparemment réuni plus de 50'000 signatures, les deux derniers ont été refusés par la Chancellerie fédérale pour des raisons de délai, argument contesté par les référendaires.

## Contre: "Les banques s'achètent une conduite sur le dos des clients"

**Banque&Finance: Vous vous opposez à Rubik. Mais ce dispositif n'est-il pas soutenu par les banques et par le Parlement?**

**Marc Studer:** Initialement, les banquiers sont allés convaincre les parlementaires que Rubik était une solution tellement géniale qu'il n'y avait pas besoin de travailler à un Plan B et que cela permettra à notre pays de sauver sa place financière tout en réduisant la pression sur la Suisse et sur ses banques. Devant ce qu'on voit se dessiner comme un fiasco total, ils sont retournés devant les parlementaires lors de la dernière session des chambres pour réaffirmer leur confiance dans ce projet «*parce qu'il n'y a pas d'alternative*», phrase magique et stratégique qui permet de justifier l'inqualifiable. L'accord avec l'Allemagne prévoit un taux de prélèvement de 21 à 41% et, si le client décède, les droits de succession représentent encore 50% du reste. Cet accord servira de base car d'autres pays exsangues se pressent au portillon et ils voudront le maximum.

**B&F: Pourtant les banques acceptent ces conditions et les défendent vigoureusement...**

**MS:** Ils font plus que les accepter, ils en sont les auteurs. Et pourquoi un banquier sacrifierait-il 40% de sa masse sous gestion? Le conseiller national Yves Nidegger a donné une réponse convaincante:

les banques s'affranchissent ainsi gratuitement du passé sur le dos de leurs clients et, dégât collatéral, sur la sécurité de leurs employés. Ces décisions précipitées ont été prises parce que le Conseil fédéral a changé les règles et a modifié la définition du criminel, maintenant "Monsieur Tout le Monde", et à son intermédiaire financier, devenu de facto du jour au lendemain receleur. Dans ce contexte, les banquiers craignent d'être arrêtés lors d'un voyage à l'étranger. L'Association suisse des banquiers panique et le gouvernement capitule.

**B&F: Que proposez-vous?**

**MS:** Nous devons faire face à deux adversaires en même temps. Les USA et l'UE, le 2<sup>e</sup> calquant son action sur le 1<sup>er</sup> à mesure que la Suisse capitule, ce qu'elle ne cesse de faire depuis un certain mois de mars 2009. On croit négocier avec les Etats-Unis, mais on ne négocie qu'avec des Etats dans l'Etat: le Department of Justice, l'IRS, etc..., les mêmes qui à la fois emprisonnent un délateur et le félicitent en lui remettant 104 millions de dollars. La Suisse ne négocie pas d'Etat à Etat. Si elle le faisait, elle gagnerait du temps, de l'énergie et de la crédibilité et du coup réaliserait qu'elle est en guerre économique féroce. Elle pourrait montrer sa bonne foi en s'engageant envers les Etats-Unis à être aussi proactive que ses Etats du Delaware, du Wyoming, du Nevada, de la Floride, ...

Certes, comme disent les Américains, ça c'est notre cuisine interne. Oui, eh bien, nous aussi, on sait cuisiner local. Pour ce qui est de l'Union européenne, il faut se calquer sur le Luxembourg et se préparer à un échange automatique d'informations d'ici à juin 2015, en communiquant sur 3 points (mineurs) au moins, de notre choix, comme, il le fait, sur les dividendes des sociétés, les honoraires d'administrateurs, etc. Pour ce qui est du passé, nos clients n'ayant violé aucune de nos lois, il est normal qu'ils soient protégés du passé pour les actions antérieures. Donc pas de rétroactivité possible car on toucherait à leur elle implique des risques sécuritaires. Il y a aussi les lois suisses la Constitution suisse qui préserve sur notre sol la sphère privée et qui doivent permettre le libre transfert des actifs libellés en francs suisses à l'intérieur du pays sans divulgation d'identité. Nous avons encore une éthique à préserver. C'est notamment ce qui nous différencie de nos concurrents. C'est ce qui pousse aussi le Club des Gestionnaires, le GSCGI et Swiss Respect, à lutter contre Rubik et à défendre le BA-ba de notre profession : le capital confiance.

**B&F: Et la menace de la mise sur liste noire ou grise?**

**MS:** Ce chantage a assez duré. Les Américains et les Européens devraient tout de même s'interroger si, à force

de s'attaquer à leurs propres citoyens, accessoirement leurs électeurs, et à manipuler ceux des autres, ils n'oublient pas de s'attaquer à leur vrais ennemis. Et une partie de l'opinion publique suisse commence à ne plus tolérer notre politique fédérale de la carapette, d'où la création du Lobby des Citoyens. Car, pour l'heure, jusqu'à ce que ses citoyens en décident autrement, la Suisse est toujours un Etat souverain, indépendant et neutre. Il serait bon que nos Conseillers fédéraux se rappellent leur serment (pour celles et ceux, du moins qui l'ont prêté).

**B&F: Qu'est-ce qui va se passer si Rubik est effectivement mis en oeuvre?**

**MS:** Le mouvement de panique a déjà commencé. Les clients étrangers lisent la presse et s'interrogent sur ce suicide collectif des banques suisses. Atterrés ils y découvrent que la Suisse livre leur nom, au mépris de toute sa législation en vigueur. L'aspect sécuritaire prenant le dessus, ils sont déjà nombreux à avoir pris des mesures. En conséquence, les banques commencent à dégraisser. On parle maintenant d'un Rubik helvétique. C'est plus grave, car cela fera partir

aussi l'argent des Suisses, qui réinjectent régulièrement leurs capitaux dans notre économie. Les contrecoups pour l'économie seront multiples, allant de la chute de l'immobilier à la disparition des petits commerces qui vivaient de cet essor. Paradoxe, les banques qui se sont fendues de ce brillant concept ne souffriront que très peu: elles auront été lavées du passé à peu de frais, elles auront gagné les quelques mois nécessaires et auront transféré auprès de l'un de leurs établissements à l'étranger la clientèle restante.

Quant aux clients prévoyants qui auront pensé à mettre leur argent dans un coffre, ils ignorent encore que la Suisse a différé l'entrée en vigueur (prévue en 2010 et différée à 2013) de ses nouveaux billets. Qu'advient-il lorsqu'il va falloir échanger ses vieilles coupures et qu'on demandera la preuve qu'elles étaient bien fiscalisées. Pareil pour l'Europe qui va introduire aussi de nouveaux billets prochainement.

**B&F: Quelles seront les conséquences pour les banques suisses?**

**MS:** Il n'y aura aucune incidence sur les deux grandes, mais sont-elles vraiment suisses. et Pour les banquiers privés se sera un peu plus douloureux mais supportable. Pour les petites banques, par

contre, du fait de l'absence de visibilité, du manque de temps pour s'adapter et de l'insuffisance de moyens, la situation sera existentielle. Par contre, je suis heureux de constater qu'une partie des banques comme les banques cantonales, Raiffeisen, Migros et Coop, qui font partie de l'ASB, dont le modèle d'affaire est en Suisse et qui veulent continuer à l'y garder, commencent gentiment à préserver leurs intérêts face à la FINMA, dont on ne sait plus qui la dirige. J'espère que les petites banques trouveront rapidement un leader à la hauteur pour les représenter.

**B&F: Que signifie un refus de l'accord par les Allemands eux-mêmes?**

**MS:** L'accord peut encore être rejeté par le peuple suisse car le recours des référendaires est toujours pendant devant le Tribunal fédéral. Si la Suisse refuse l'accord, cela donnera un message de fermeté, qui montrera que le peuple n'est pas prêt à avaliser tout ce que Mme Widmer-Schlumpf signe (et que le parlement moutonnier avalise après coup). Un refus par l'Allemagne signifiera que Berlin, conscient du manque de résistance suisse, peut en demander encore davantage. Elle ne va pas s'en priver.

**B&F: A-t-on ainsi évité l'échange automatique d'information?**

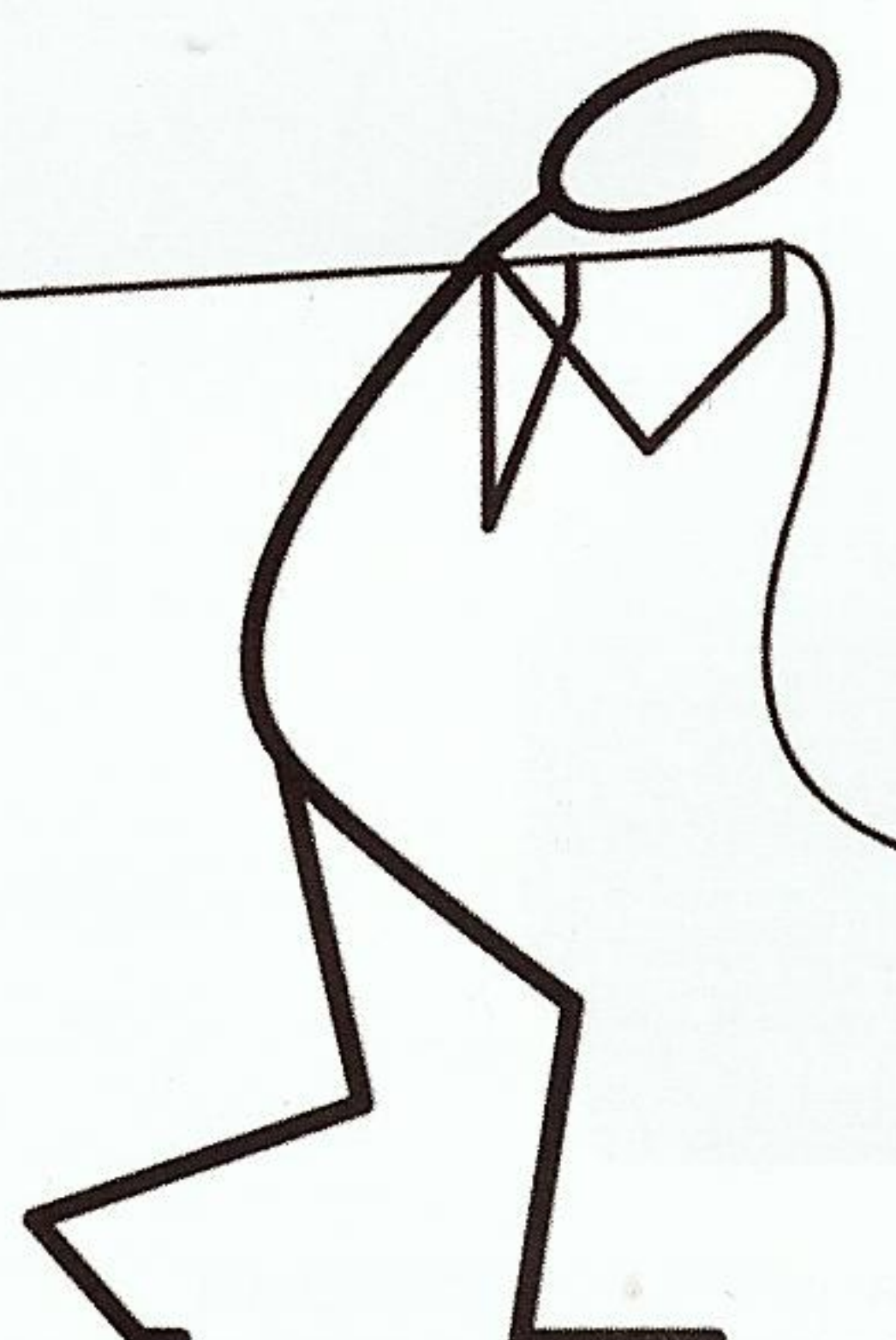
**MS:** Ce qui me navre, c'est qu'on va amener nos clients exactement dans les pays où on veut qu'on les amène pour finir de toute façon par l'échange automatique d'informations, Patrick Odier l'a lui-même confié aux parlementaires. La seule chose que les banquiers auront sauvée est leur position personnelle en sacrifiant leurs clients. C'est le côté inacceptable de l'affaire: la Suisse avait des valeurs et des lois qui les protégeaient. Et ce sacrifice est totalement inutile puisque les pressions ne cessent pas et que l'accès aux marchés étrangers crossborder sera toujours refusé aux plus petits. La razzia effectuée en Allemagne à mi-novembre est venue apporter la preuve de la grande naïveté des concepteurs du projet Rubik. Qui disait qu'en phase de négociation on faisait une trêve? On ne respecte même plus le droit de la guerre. Il est encore temps de faire front commun et j'appelle les banquiers privés, l'Association suisse des Gestionnaires (ASG) et tous les acteurs de la finance à s'unir pour mener ensemble cette guerre économique. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
MOHAMMAD FARROKH**

**RV-Conseils sarl**  
Cabinet fiscal et comptable  
Fiduciaire

Ne laissez pas les  
tâches administratives  
vous submerger...

N'hésitez pas à nous  
contacter !



**Création de société, SA, Sarl, SNC  
Organisation de séminaires  
comment créer mon entreprise  
Succession  
Conseil Fiscal  
Comptabilité  
Conseil Juridique  
Assurances  
Administration  
Domiciliation de société**

Tél : 021 802 49 70 Fax : 021 802 49 71  
info@rv-conseils.ch - www.rv-conseils.ch  
Route du Pavement 30 - 1018 Lausanne

**EMPLOI**

De nouvelles  
opportunités

**SOUS LA LOUPE**

Les hedge funds  
en pleine mutation

**MARCHÉ**

les PME tiennent  
(encore) le coup

**DÉCRYPTAGE**

Pourquoi les banques  
doivent s'industrialiser

# BANQUE & FINANCE

BANQUE & FINANCE

LE MAGAZINE DE LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE

**N° 118**

Déc2012/Fév2013

CHF 12.- / 100



L'Allemagne dit Non,  
L'Italie doute,  
La France résiste,  
L'Europe insiste....

Rubik

## quel avenir pour les accords fiscaux?